

Géopolitiques de Brest 2014 : cap sur l'Asie-Pacifique

Rarement la rue de Siam, à Brest, a aussi bien porté son nom. Fin janvier 2014, ce ne sont pas des ambassadeurs venus des royaumes indianisés mais des chercheurs de retour de leurs terrains respectifs qui ont participé aux 8^e *Géopolitiques de Brest*. Ce colloque annuel est organisé par les quatre grands pôles d'enseignement supérieur brestoïse : l'Université de Bretagne Occidentale (UBO), Télécom Bretagne, l'ENSTA Bretagne et l'École navale. Il vise à faire découvrir au plus grand nombre la géopolitique. Il est aussi l'occasion de présenter aux élèves de ces établissements ainsi qu'à un large public les avancées les plus récentes de la recherche scientifique sur des problématiques de relations internationales contemporaines. Cette année, les interventions portaient sur *L'Asie-Pacifique : espace d'échanges et de conflits*. Impossible en effet pour le comité scientifique d'ignorer les derniers développements est-asiatiques où se côtoient impressionnante croissance économique pour les uns et inquiétants ralentissements pour les autres, course aux armements – notamment navals, à moins qu'il ne s'agisse que d'une phase de modernisation –, ouverture démocratique, promotion des valeurs asiatiques, conflits territoriaux et menaces transnationales. Entre les mondes indien et pacifique, l'Asie orientale n'en finit pas d'émerger, non seulement comme carrefour mais aussi comme pôle de la mondialisation en cours. Aussi n'est-ce pas un hasard si les visites officielles s'y succèdent : Barack Obama devait s'y rendre en octobre dernier ; le Premier ministre indien a fait le voyage cet automne, de même que plusieurs membres du gouvernement français à plusieurs reprises cette année, sans compter les régulières rencontres entre dirigeants chinois, japonais et sud-est asiatiques. Afin de jeter un regard lucide sur cette région en mouvement, les *Géopolitiques de Brest* ont invité parmi les plus éminents spécialistes français, répartis en trois sessions.

La première traitait des échanges, en variant les échelles, du micro au macro-régional. Danielle Tan – docteur en science politique, enseignante à Sciences Po Lyon, chercheuse à l'IAO (Institut d'Asie Orientale, CNRS) après un passage à l'ANU (*Australian National University*) et l'IIAS (*International Institute for Asian Studies*) de Leiden – avait titré son intervention : *L'Asie du Sud-est dans le « siècle chinois »*. Une approche par les dynamiques diasporiques et les nouveaux flux migratoires. Il s'agissait de revenir, entre autres, sur l'influence de Pékin à l'égard de Vientiane et sur les réactions laotiennes pour faire face au géant voisin. L'étude de cas, en l'occurrence d'un casino dans une zone économique spéciale, le long de la frontière laotienne, fit écho à d'autres zones semblables, comme dans le triangle de croissance entre Singapour, Johor et les îles indonésiennes des Riau. Danielle Tan s'est demandée quelles stratégies ou expériences pouvaient être mises en place pour pondérer la puissance chinoise et gérer au mieux l'inégalité de fait avec le voisin septentrional. Fallait-il craindre un néocolonialisme ou faire le pari du développement ? Ces recherches combinaient à la fois la peur de la Chine, à l'extérieur, et la vision du migrant comme traître, sur la scène domestique. Après un rappel historique des vagues migratoires de la diaspora chinoise – des coolies du XIX^e siècle jusqu'à la pause des années 1950 avec la naissance de la Chine populaire, avant la reprise dans les années 1970 – Danielle Tan a

évacué l'idée d'une quelconque invasion pour insister sur le partenariat réfléchi entre les deux pays. Ensuite, Sophie Boisseau du Rocher, chercheur associée au GRIP (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité) et à Asia Centre, a proposé une analyse élargie à l'Asie du Sud-est, en s'interrogeant sur les interactions avec les puissances américaine et chinoise : Pékin serait-elle en train de rattraper Washington sur le plan stratégique comme elle le fit au niveau économique ? Comme dans le cas du Laos, la Chine ne peut se permettre aucun conflit : l'Asie du Sud-est compte pour Pékin, notamment du fait de ses exportations. Aussi cherche-t-elle à devenir la « meilleure amie de la région », même si la stratégie du compromis achoppe en mer de Chine méridionale. En ce qui concerne les Etats-Unis, certes l'hyperpuissance américaine semble contestée, mais sans que ce soit fatal. Déjà les Etats-Unis auraient revu leur approche diplomatique dans la région en multipliant les exercices navals, en s'appuyant sur les forums diplomatiques multilatéraux et en mettant l'accent sur la recherche de points d'appui plutôt que de bases *stricto sensu*. Quant aux pays d'Asie du Sud-est, non seulement ils ne se feraient pas « avaler » – en privilégiant ce que les Indonésiens appellent « l'équilibre dynamique » – mais ils sauraient surtout utiliser ces différents partenariats – et concurrence ? – selon leurs propres intérêts. Enfin, Françoise Nicolas, directrice du Centre Asie à l'Institut français des relations internationales (IFRI), est intervenue sur *L'intégration économique en Asie orientale*. Elle a tout d'abord proposé un rapide historique, depuis l'APEC (*Asia Pacific Economic Cooperation*) – qualifiée de « diluée » – jusqu'à l'*East Asia Economic Caucus* impulsé par la Malaisie. Ont suivi un état des lieux et les perspectives de deux principaux projets en cours : le TPP (*Trans-Pacific Partnership*), très ambitieux et qui n'inclut pas la Chine, *versus* sa réponse est-asiatique, le RCEP (*Regional Comprehensive Economic Partnership*), plus modeste dans les objectifs mais qui incluse la Chine. Aujourd'hui, il manque encore nombre d'accords commerciaux pour compléter le réseau. Aussi, aux yeux de Françoise Nicolas, le paysage économique régional ne serait-il pas à l'aube d'une claire institutionnalisation.

Le lendemain, 31 janvier, a été consacré au décryptage des perceptions vis-à-vis des ensembles (sous)-régionaux. Philippe Pelletier tout d'abord, professeur de géographie à l'université Lyon 2, est revenu sur *L'invention de l'Extrême-Orient*, en adoptant une approche à la fois géopolitique et métagéographique, dans le temps long, tout en s'appuyant sur les différents toponymes attribués à la zone au fil des âges, de « Notasie » à « Asie-Pacifique », en passant par « Indochine » et « Insulinde ». Il s'agissait entre autres d'étudier comment les Asiates s'étaient réappropriés leur continent, en particulier sous l'impulsion de Sun Ya Tsen, avant de conclure sur les « valeurs asiatiques » et le débat qui s'en suivit dans les années 1990. Ensuite, Roland Depierre, philosophe et chargé de cours de civilisation chinoise à l'Université de Nantes, s'est appuyé sur sa longue expérience en Chine ainsi que sur des exemples concrets tirés du monde des affaires, pour revenir sur *La dimension culturelle de l'affirmation chinoise*. Il est notamment revenu sur le *soft power* chinois, explicitement cité au sommet du pouvoir pour gagner en crédibilité et en capacité de dissémination de l'information. Roland Depierre a ensuite complété ses propos en détaillant les trois mondialisations qui touchent la Chine, que ce soit à l'échelon

central *via* les grands capitaines d'industrie et la bourgeoisie d'Etat, au niveau des grandes villes par l'intermédiaire des compradores ou à l'échelle de l'outre-mer ; le pari réussi de Deng Xiaoping aurait été de faire travailler en parfaite synergie ces trois acteurs afin de devenir une grande puissance, sans être hégémonique. Enfin, seul praticien bien qu'ancien directeur de l'IRASEC (Institut de recherche sur l'Asie du Sud-est contemporaine), Benoît de Tréglodé, chef du bureau Asie-Pacifique de la DAS (Délégation aux affaires stratégiques) a partagé ses réflexions sur *La France et l'Asie du Sud-Est : quelle influence ?*. A l'aide de statistiques clefs et après avoir entre autres rappelé le nombre de visites ministérielles françaises depuis mai 2012 (33, contre 12 en 2010-2012), Benoît de Tréglodé a cherché à « sensibiliser » l'auditoire sur la montée en puissance de la sous-région sud-est asiatique, dont la taille des Etats correspondrait davantage à la réalité française. Le chiffre d'affaire d'EADS y serait à présent supérieur à celui réalisé en Chine. On y compte par ailleurs six Etats parmi les 47 qualifiés de prioritaires dans le monde par le ministère de la Défense. L'attention de ce-dernier se porte principalement sur la Malaisie et Singapour, devant le Vietnam et l'Indonésie. Un conseil d'importance a été partagé : ne pas s'appuyer sur le passé colonial mais réinvestir la région avec humilité.

La dernière session avait pour thème les conflits. Stéphane Corcuff, maître de conférences à Sciences Po Lyon et directeur de l'antenne de Taipei du CEFC (Centre d'études français sur la Chine contemporaine), est venu de Taïwan pour évoquer *La proclamation chinoise de sa Zone d'identification et de défense aériennes en mer de Chine orientale et la géopolitique de Taïwan sous Ma Ying-jeou*. A cette fin, Stéphane Corcuff s'est appuyé sur un important corpus de cartes chinoises ainsi que sur une méthode géopolitique spécifique qui repose sur l'analyse des multiples acteurs impliqués, de leurs intérêts, de leurs représentations et de leurs stratégies. Le sinologue a intégré en sus la dimension juridique ainsi que les différentes échelles temporelles pour proposer une analyse géopolitique aussi juste que possible. En conclusion, Stéphane Corcuff a mis en avant la « diplomatie du culot » chinoise, fondée sur un risque calculé de la part de Pékin. A suivi Emmanuel Puig, *Senior Researcher* à Asia Centre et enseignant à Sciences Po Paris sur *La tentation des armes : la modernisation de l'armée chinoise et les évolutions possibles des conditions de recours*. Avec lucidité, la présentation a été l'occasion de revenir en détail sur les effectifs de l'armée chinoise, qui incluent la police de l'Armée du peuple (800 000 hommes), les milices (6-7 millions d'hommes) et les réservistes (500 000 hommes), ainsi que sur les dernières acquisitions. Faut-il alors s'inquiéter de ces capacités nouvelles dans un contexte tendu ? Car si le porte-avions n'est pas prêt d'être opérationnel, des efforts importants sont menés dans les domaines de l'espace et de la cybersécurité. En réponse, l'orateur a relevé la prééminence du politique à Pékin ainsi que les problèmes structurels qui pèsent sur le développement de l'armée. Nous assisterions à une phase transitoire entre d'une part les anciens, va-t-en-guerre, et les plus jeunes, davantage ancrés dans le réel. Dans la lignée, et en réponse également à Stéphane Corcuff, Weichong Ong, *Assistant Professor* rattaché au programme *Military Studies* de la *S. Rajaratnam School of International Studies* de la *Nanyang Technological University* à Singapour, s'est demandé : *Will 2014 rhyme with 1914: Naval arms*

races or Naval modernisation in East Asia? Enfin, Eric Frécon, enseignant-chercheur à l'École navale et coordinateur de l'Observatoire Asie du Sud-est à Asia Centre, a rapidement conclu les débats en évoquant un exemple de menace non-traditionnelle, à savoir : *Les coulisses de la piraterie dans le sud-est asiatique : menace à géométrie variable*. Il a par exemple distingué les pirates des kampungs, adeptes du brigandage maritime, et ceux des villes, plus tournés vers le détournement de navires. Une fois de plus, les enquêtes de terrain ont tenté de remettre en question l'impact réel des mesures prises pour lutter contre ces menaces, en insistant sur les facteurs davantage locaux, voire familiaux, que seulement navals et opérationnels.